

**Convention collective régionale**

**BÂTIMENT**

IDCC : 1785. – **Ouvriers**

**(BASSE-NORMANDIE)**

**(9 février 1994)**

*(Bulletin officiel n° 1994-5 bis)*

(Etendue par arrêté du 8 juillet 1994,  
*Journal officiel* du 21 juillet 1994)

**AVENANT N° 4 DU 20 DÉCEMBRE 2007**

RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS

NOR : *ASET0850289M*

IDCC : 1785

Entre :

La fédération française du bâtiment Basse-Normandie ;

La CAPEB région Basse-Normandie ;

La chambre de l'équipement électrique du Calvados ;

La fédération Ouest des SCOP du BTP,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT ;

La CGT-FO ;

La CFTC,

D'autre part,

Les parties signataires soulignent l'intérêt de la convention collective comme moyen de garantir un même niveau de droits et de devoirs à tous les ouvriers de la profession et s'accordent pour modifier l'article XIV.5 de la convention collective des ouvriers du bâtiment de la région Basse-Normandie, étendue par arrêté ministériel du 8 juillet 1994, comme suit :

**Article XIV.5**

*Indemnités de petits déplacements*

Le régime des petits déplacements est défini par le titre VIII, chapitre I<sup>er</sup>, de la première partie « *Clauses générales* » de la présente convention collective régionale.

Conformément à l'article VIII.13 des clauses générales, le nombre de zones concentriques est de 5. La première zone est constituée par un cercle de 10 kilomètres de rayon dont le centre est le point de départ des petits déplacements, tel qu'il est défini à l'article VIII.14.

Pour tenir compte des particularités propres à cette première zone, elle est divisée en deux parties A et B : de 0 à 3 kilomètres et de 3 à 10 kilomètres.

Les montants des indemnités journalières de petits déplacements sont fixés en valeur absolue, par négociation au niveau régional, conformément à l'article I.3, alinéa I.31.5, des conventions collectives nationales du 8 octobre 1990 précitées.

Il est précisé, conformément à l'article VIII.15, que l'indemnité de repas a pour objet d'indemniser le supplément de frais occasionné par la prise du déjeuner en dehors de la résidence habituelle de l'ouvrier pour des raisons tenant à la localisation du chantier, aux moyens de transport utilisés et à l'organisation du travail.

En conséquence, l'indemnité de repas n'est pas due par l'employeur lorsque :

- l'ouvrier prend effectivement son repas à sa résidence habituelle ;
- un restaurant d'entreprise existe sur le chantier et le repas est fourni avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas ;
- le repas est fourni gratuitement ou avec une participation financière de l'entreprise égale au montant de l'indemnité de repas.

Dans l'hypothèse où la participation financière de l'entreprise, au ticket restaurant ou à une cantine, est inférieure au montant de l'indemnité de repas, l'entreprise devra verser le complément à concurrence du montant de l'indemnité de repas.

Cet avenant entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2008.

Conformément au code du travail, cet avenant sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi du Calvados et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Caen.

Les parties signataires demandent l'extension de cet avenant au ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Fait à Caen, le 20 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)